

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-CIA-et-l-oligarchie-conspirent-contre-la-Bolivie>

La CIA et l'oligarchie, conspirent contre la Bolivie

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : jeudi 16 septembre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Empire yankee et l'Agence Centrale d'Intelligence (CIA), l'USAID, l'Institut Républicain International (IRI), l'Institut Démocratique National (NDI) et d'autres institutions étasuniennes spécialisées dans la subversion, actions séparatistes et déstabilisation de gouvernements cohabitent publiquement pour conspirer avec les oligarchies boliviennes et leurs organisations de droite fascistes comme le Comité Civique et l'Union Juvénile de Santa Cruz, afin de renverser le gouvernement de Evo Morales et créer ainsi des petites républiques in-dépendantes qui serviraient les classes dominantes et les intérêts géopolitiques des États-Unis et les transnationales qui ont pillé les ressources naturelles des Départements de Santa Cruz de la Sierra, Beni, Pando, Tarija et Cochabamba. L'obscur CIA qui cherche l'anti patrie, la trouve chez les oligarchies et dans les grandes entreprises de communication sociale, leurs alliés naturels pour renverser les gouvernements progressistes et démocratiques qui sont dangereux pour les objectifs de domination impériale. En Bolivie. La CIA est entrée dans l'étape finale de « l'Opération Demi Lune » qui a comme objectif final de concrétiser les plans séparatistes qui veulent achever d'étouffer le gouvernement d'Evo Morales.

Les plans de la CIA et des autres entités étasuniennes sont exécutés, à La Paz, sous le contrôle direct de l'Ambassadeur Philip Goldberg, qui s'est spécialisé dans les affaires de déstabilisations dont il a acquis une longue et extraordinaire expérience lors de la séparation et l'éclatement de la Yougoslavie et dans la proclamation du Kosovo comme nouvel État qui est devenu une immense base militaire et politique des États-Unis, dans la zone conflictuelle et stratégique des Balkans. Pour son « travail » en Bolivie, Goldberg a été proposé à la récompense du prix « Diplomatie pour la Liberté » qui est offert par le Département d'État aux fonctionnaires qui ont accompli avec succès les projets dessinés par la Maison Blanche, le Secrétariat de la Sécurité Nationale, le Pentagone et la CIA.

« L'Opération Demi Lune » a pour but de renverser Evo Morales, premier Président indigène de Bolivie. En référence à l'accusation de Pablo Estefanía, fondée sur les déclarations d'une personne de l'opposition « déçue » et des plans de déstabilisation de la CIA contre la Bolivie. L'informateur affirme que la CIA a établi des alliances économiques et politiques avec les oligarchies et l'opposition radicale dans les droites, parmi lesquelles certaines sont d'essence fasciste. Dans leurs plans, la CIA n'est pas embarrassée qu'il advienne des actions violentes et qu'elles puissent causer la mort de centaines de boliviens indiens, la mort n'a pas d'importance parce que le séparatisme dirigé par les « blancs » a des racines profondes dans la discrimination raciale qui a stimulé la haine pathologique vers tout ce qui se rapporte à l'indien.

La CIA avait débuté ses activités déstabilisatrices et séparatistes avec une étude détaillée large et profonde, de la situation politique bolivienne et s'était infiltrée dans les partis et les mouvements sociaux qui appuient Evo Morales, ensuite elle s'est concentrée dans les oligarchies et les partis politiques de l'opposition. Dans la première phase, elle a recouru, également, aux moyens de communication sociale afin de provoquer une guerre médiatique contre le Gouvernement légitimement constitué. À travers les entreprises de communication dans les mains des secteurs dominants, grâce à des techniques de guerre psychologiques, elle a effectué une guerre sale en diffusant toute sorte de rumeurs, de mensonges, d'exagérations et des dommages au moyen de manipulation, déformation et désinformation. Elle a visé ainsi à tromper la population indigène et blanche-métisse qui soutient Evo Morales.

Dans la seconde étape, la CIA s'est concentrée profondément dans les secteurs de l'opposition et dans les oligarchies. Elle avait organisé des liens très forts avec chaque secteur afin d'attiser la haine envers l'indien Président, et exaspérer les classes dominantes qui furent persuadées que seul, leur profil, correspondait pour gouverner la Bolivie. Dans cette phase, la CIA a eu recours à l'USAID et à d'autres institutions étasuniennes comme le IRI et le NDI afin qu'avec leurs programmes elles convergent vers les plans séparatistes et déstabilisateurs, dans lesquels elles possèdent une grande spécialisation. Dans cette étape, l'USAID a financé le voyage aux États-Unis, des Préfets de Santa Cruz, Tarija, Cochabamba et Beni. À travers les institutions étasuniennes, spécialement l'USAID, la CIA a obtenu toutes sortes d'appuis et, particulièrement, financier, aux processus d'autonomie séparatiste des Départements pour lesquels les préfets ont menés campagne tous frais payés.

L'ingérence de l'empire dans les affaires intérieures de la Bolivie, atteint un cynisme et une impudence jamais égalés. En collaboration avec la grand presse et ses agences internationales attelées au capital transnational, ils provoquent le mouvement séparatiste et recourent au fur et à mesure à d'autres organisations étrangères comme c'est le cas pour la « colonie croate en Bolivie » qui représente un secteur blanc - élitiste empreint d'une tendance fasciste et, par conséquent, des politiques de l'extrême droite qui s'expriment dans une féroce opposition à Morales. Le groupe croate est composé, entre autres, par les séparatistes Marincovich, Radich, Culhis, Tadich, Acaminivich, Matcovich, Petrachevich, Sitich. Ces secteurs croates avaient été expulsés de la Yougoslavie et recrutés par la CIA qui les aida à s'insérer en Bolivie, par le biais de résolutions des dictateurs boliviens au service de Washington.

La nation camba

Les croates, unis à des immigrants espagnols, allemands et même libanais forment ce que l'on nomme la « nation camba » qui est un paradis pour les droites extrémistes et les fascistes blancs. Les dictateurs avaient protégé ces criminels nazis qui arrivèrent en Bolivie, de même que la mafia italienne, dont les descendants sont maintenant les leaders du séparatisme qui, s'il triomphait, leurs procurerait d'immenses fortunes, s'accaparant les terres et les riches commerces des hydrocarbures. Le sénateur vénézuélien Carlos Wimmer a affirmé que ces secteurs sont ceux qui « nourrissent en armement ces groupes fascistes, comme l'Union Juvénile de Santa Cruz, coordonnée par des groupes nazis qui se constituent en paramilitaires ».

La grand presse bolivienne, états-unienne et internationale, en hommage à la liberté d'expression de la pensée et du droit à l'information des peuples, taisent et occultent la présence effective de militaires séparatistes qui bénéficient de conseil, d'entraînement et d'appui direct de militaires professionnels du Brésil et de Colombie. Ainsi, le séparatiste Comité Civique de Santa Cruz, dirigé par le croate Branco Marincovich compte sur l'appui de l'empire de Bush, de la CIA, des néonazis, des mafiosi et des transnationales parmi lesquelles : Repsol, Chaco, Andina, Transredes.

La CIA fut spécialement prudente au moment d'établir des liens avec la jeunesse oligarchique de Santa Cruz et des autres Départements séparatistes. Au moyen de l'USAID, elle offrit l'aide et la collaboration à un Centre de l'Université San Xavier, programmé pour diriger les manoeuvres pour la prise des terres et des ressources naturelles, elle finança et dirigea l'entraînement et la formation des groupes juvéniles de Santa Cruz qui créèrent ensuite l'Union Juvénile Cruceñista [de Santa Cruz], groupe paramilitaire fasciste qui le 4 mai, le jour du référendum séparatiste, avait organisé plusieurs affrontements violents contre les secteurs populaires comme le Plan Tres Mil de Santa Cruz, opposé au processus oligarchique. Ce groupe de l'Union Juvénile utilise les symboles et les couleurs de l'Allemagne fasciste d'Hitler et a été entraîné à des stratégies et des tactiques militaires. L'empire et la CIA, n'auront apparemment aucun scrupule éthique pour liquider le gouvernement socialiste d'Evo Morales. La CIA achève ses travaux en couverture. Dans la phase suivante de « l'Opération Demi Lune » elle a travaillé intensément sur une série d'opérations psychologiques destinées à saturer le pays de propagande négative, exécuter la guerre médiatique pour exacerber les sentiments séparatistes fondés sur la plus aberrante haine raciale. Le comble du cynisme fut atteint par le recrutement d'un étudiant de la Fondation Fullbright afin qu'il localise les cubains et les vénézuéliens en Bolivie. Le jeune dénonça ce fait et l'Ambassadeur Goldberg dut faire des excuses au gouvernement d'Evo Morales. La CIA entrera en phase finale par le recrutement d'officiers des Forces Armées et de la Police de Bolivie pour qu'ils prennent la tête d'un soulèvement armé qui destituera Evo Morales.

La CIA coordonne les activités opposées à Evo Morales à l'intérieur de la Bolivie et à l'étranger. Ainsi la Chambre Bolivienne-Américaine de Commerce dont le siège est New York finance une partie des projets séparatistes des Préfets de Santa Cruz, Beni, Pando, Cochabamba et Tarija. « L'Opération Demi Lune » doit se conclure avec succès au mois de juin de cette année, mais elle pourrait aller jusqu'au mois d'août, mois où va s'effectuer le référendum révocatoire. Dans ce processus la guerre médiatique va se poursuivre avec l'usage intensif de toutes les stratégies et techniques de la guerre psychologique dont la CIA est spécialiste et qui est souvent utilisée dans tous les coins du

monde. L'autre stratégie utilisée par la CIA dans ses opérations cachées est celle de « diviser pour régner. Actuellement elle se donne du mal pour créer des divisions entre les Forces Armées et Policières loyales envers le Gouvernement d'Evo Morales.

Dans le secteur civil, en plus des référendums, la CIA prépare le terrain pour provoquer le mécontentement populaire si elle parvient au succès de ses plans de déstabilisation économique, qui créeront le chaos et provoqueront la paralysie du pays avec l'aide des grèves, chômage, manifestations de protestation et d'appui, des marches, des blocages de routes et l'occupation de terres par des indigènes pauvres. Tout le plan est financé par les oligarchies et l'Ambassade des Etats-Unis en Bolivie, au point qu'Ammy Webber, citoyenne yankee, n'a pas caché sa participation comme conseillère de l'opposition à Santa Cruz de la Sierra. La tête visible de l'opposition séparatiste est composée par Manuel Jesús Suárez Ávila qui a été secrétaire particulier de Sánchez de Lozada, le fatidique Goni, Juan Manuel Arias, représentant de l'oligarchie de Santa Cruz, le Président du Sénat majoritaire à l'opposition, Oscar Ortiz et rien de moins que cet autre états-unien : James Carville, le fameux publiciste. La CIA est à son comble et elle se promène en Bolivie malgré qu'Evo Morales avait dénoncé publiquement qu'il avait démantelé en 2006, une agence maintenue par la CIA dans le propre Palais du Gouvernement. Le Président Evo Morales avait dit : « Après deux ou trois mois (d'avoir assumé la Présidence) nous nous apercevons que dans le Palais il y avait une agence de la CIA à la charge d'un ex général de la Police ». La CIA est audacieuse et la CIA ne pardonne pas, d'où ses efforts désespérés d'en finir avec le Président Morales, seulement cette fois-ci, les plans de la CIA sont condamnés à l'échec parce que la Bolivie et Morales comptent avec l'appui de la majorité du peuple bolivien et avec la solidarité combative de l'immense majorité des peuples latino-américains.

La conjuration oligarchique

La sécession, le séparatisme, l'autonomie ne méritent seulement que répudiation de la part de tous les peuples libres et démocratiques de notre Patria Grande : l'Amérique Latine. Dans le document Bolivie : la conjuration oligarchique, diffusée dans Rebelión et le Réseau Voltaire, il est affirmé : « Sous le caractère de l'illégalité, et à travers des recours frauduleux et antidémocratiques, les autorités oligarchiques de la province de Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, ont réalisé un référendum pour faire approuver un « statut autonome » aberrant, qui stipule que le gouvernement central devrait transférer ses facultés souveraines à l'administration locale : parmi les 44 compétences que les gouvernants de Santa Cruz voudraient s'approprier, on souligne l'administration des ressources naturelles, la gestion fiscale, la répartition agraire, le contrôle du transport routier, ferroviaire, aérien et fluvial, la direction des télécommunications et jusqu'au contrôle aérien au moyen de radars, ainsi que la sécurité de l'ordre public, qui dans le droit constitutionnel bolivien est dépendant du gouvernement central. Pour le dire brièvement, le projet des oligarques de Santa Cruz n'est pas autonome mais sécessionniste, et il implique un processus de désintégration de la nation, comme aucun autre statut d'autonomie dans le monde ne l'a planifié, sauf peut-être ceux qui ont été réalisés par les régions irakiennes kurdes et chiites sous l'occupation militaire des Etats-Unis.

Le président Evo Morales a hautement rejeté le référendum oligarchique de Santa Cruz et a été emphatique en soutenant que c'est le gouvernement états-unien qui est à la tête de la conspiration, on s'est rendu compte que c'est à partir de Washington qu'est venu l'encouragement du prétendu statut autonome de Santa Cruz, afin de négocier avec l'oligarchie locale l'accès aux gisements de pétrole, de gaz et des ressources hydriques de la région.

De son côté, Emir Sader, soutient :

« Aujourd'hui, une des modalités qui renferme le racisme, c'est le séparatisme, les tentatives de délimiter les territoires de la race blanche, en s'appropriant et privatisant les richesses qui appartiennent à la nation et à son peuple. Nous connaissions déjà ces intentions sous la forme des quartiers riches qui cherchaient à se définir en tant

que municipalités, afin que la part des impôts prélevée obligatoirement de leurs immenses richesses, reste dans leur escarcelle pour augmenter les bénéfices de leurs quartiers retranchés, derrière lesquels ils cherchaient à isoler et défendre avec une sécurité privée, évidemment, leurs styles de vie privilégiés ».

Sader dénonce que le référendum séparatiste est une expression oligarchique, raciste et économique car ils veulent garder l'usufruit des richesses de Santa Cruz pour leur propre bénéfice et parce que les oligarques veulent, en plus, empêcher que le gouvernement d'Evo Morales poursuive son processus de réforme agraire et qu'il l'étende à tout le pays. L'oligarchie des propriétaires terriens, cherche à se réserver le droit de disposer de la concentration des terres dans leurs provinces, pour continuer d'exporter du soja transgénique et pour accumuler les richesses, non pas pour le pays et le peuple bolivien, mais seulement pour elle seule. Il soutient que le projet d'autonomie est raciste parce que leur presse oligopole ne cache pas leurs préjugés contre les indigènes, contre Evo Morales. Elle ne laisse pas opposer à sa race blanche la grande majorité du peuple bolivien, celui qui a été séculairement exploité, discriminé, opprimé, humilié.

On peut évaluer qu'entre 55% et 60% de la population de la Bolivie est indigène : quechuas et aymarás sont une majorité d'un conglomérat où vivent d'autres groupes comme les chiquitanos, guaraníes, ayoreos, guarayos, pausernas, chiriguanos et d'autres minorités ethniques. Malgré la majorité indigène, se sont les blancs et les blancs-métis qui ont dominé pendant 500 ans, ceux-là mêmes qui, naturellement, n'aiment pas qu'un indigène soit Président de la République et encore moins que se soit un indigène qui ait commencé à arracher les privilèges ataviques. C'est dans cette réalité que se trouve la genèse de la haine du blanc-métis envers l'indigène Président, de même que dans la situation économique qui change radicalement avec la nationalisation des hydrocarbures et des ressources naturelles. Les oligarchies boliviennes, fidèles à leurs commerces avec les transnationales veulent des républiques qui leur soient propres, afin que les riches ressources des hydrocarbures, du bois et de la métallurgie soient dans leur propriété privée et non dans la propriété du peuple dans son ensemble.

À ce sujet, Fernando Bossi, haut dirigeant du Mouvement Bolivien des Peuples soutient : « En premier l'argent, ensuite l'étain, plus tard le gaz et le pétrole, les ressources naturelles ont toujours été pillées, durant 500 ans par l'oligarchie en complicité tour à tour avec les empires (Espagne, Angleterre et Etats-Unis). C'est sur ce chemin de l'exploitation et de la violation, devant la poussée féroce de l'oligarchie chilienne que la Bolivie perdit sa sortie vers la mer. Ensuite ce fut une guerre sanglante contre le Paraguay, guerre inventée par les entreprises pétrolières Standard Oil (l'actuelle Exxon des Etats-Unis) et la Shell (Angleterre). Plus de 200.000 morts entre paraguayens et boliviens ont faits couler leur sang sur le territoire inhospitalier du Chaco, où les entreprises impérialistes pensaient trouver du pétrole ».

Le pétrole a toujours été la cause originelle de l'empire et des oligarchies. C'est pour cela qu'elles ont choisi Santa Cruz comme base de leurs opérations contre le gouvernement d'Evo Morales. Santa Cruz de la Sierra qui avec les départements de Tarija, Pando et Beni forment la Media Luna [Demi Lune] limitrophe avec le Paraguay. C'est le nom qu'a choisi la CIA pour développer son opération de déstabilisation et séparatiste, parce que cette Demi Lune concentre toute la richesse du pays : hydrocarbures, élevage, agriculture et bois. 44% du PIB de toute la Bolivie est réalisé dans cette région, selon Bossi.

« Le prétexte pour renverser le gouvernement d'Evo, est alors, le thème des autonomies, ce qui veut dire : ne pas se laisser gouverner par les indiens de l'ouest. Si le pays n'est plus à nous - analysent-ils - nous nous séparons et construisons notre propre pays, L'Altiplano [les hauts plateaux] pauvre à l'Ouest pour les indiens, et pour nous l'Est riche et vigoureux. Cette idée est étayée en permanence à partir de l'Ambassade des Etats-Unis et de la Confédération Internationale pour l'Autonomie Régionale, CONFILAR, une espèce d'internationale latino-américaine qui noyaute les principaux représentants des oligarchies, de Zulia au Venezuela, de Guayaquil en Équateur et de Santa Cruz en Bolivie » informe Fernando Bossi dans son essai sur la situation autonome de Santa Cruz.

La CIA et l'oligarchie, conspirent contre la Bolivie

Le président Evo Morales a exprimé dans ses courageuses dénonciations, que devant l'OEA, l'Ambassadeur des Etats-Unis se fait le défenseur de la séparation des départements boliviens. Les Etats-Unis dirigent la conspiration, et devant l'OEA l'Ambassadeur a été ravi de la division de la Bolivie. Evo avait dénoncé également, que l'Ambassadeur a célébré les manoeuvres anticonstitutionnelles et a aidé les groupes de pouvoir qui ne veulent pas l'égalité pour nos peuples.

Le Président de la République de Bolivie, Evo Morales, a exprimé avec patience et sagesse : « Parlons d'autonomie, non pas pour l'oligarchie, mais pour les peuples avec qui nous luttons. Ces groupes (séparatistes) qui viennent de perdre leurs privilèges, ont été depuis longtemps dans le Palais, ils ont gouverné et ont permis que l'on pille notre pays, nos ressources naturelles, y compris les ressources de base, de même que la privatisation de nos entreprises, et maintenant ils envisagent de nouveau ce système qui démontre son véritable intérêt : Le contrôle économique ».

Traduction : Esteban

[CEPRID](#), le 1er septembre 2010

« [TRIBUNAL DIGNIDAD, SOBERANÍA, PAZ CONTRA LA GUERRA](#) »